

Les défis se font toujours plus importants, justement du fait de notre évolution constante.

Que le rythme du changement et du progrès économique varie considérablement d'un pays à l'autre ne devrait pas nous étonner. Chacune de nos nations se distingue par son capital-ressources, la taille de sa population, sa situation géographique, sa répartition territoriale, sa capacité de production, sa structuration sociale et ses idéaux propres. Nous reconnaissons au moins certaines de ces distinctions dans la panoplie des noms qui composent actuellement le jargon international: "pays les moins avancés", "insulaire en développement", "sans littoral", "les plus durement touchés", "à revenus intermédiaires", "nouvellement industrialisés", "exportateurs de pétrole", etc.

De tous ces pays, ceux à revenus intermédiaires et supérieurs ont connu ces dernières années les plus grands succès économiques. Leur produit national brut (PNB) réel et leur PNB par habitant se sont accrus beaucoup plus rapidement que ceux des pays industrialisés. Certains se sont fortement industrialisés et comptent pour une part croissante de la production et des échanges internationaux de produits manufacturés et de produits de base. La fourchette des revenus de certains pays en développement est maintenant plus large que celle de certains pays dits "industrialisés". Les spécialistes de la prospective se plaisent à projeter ces tendances dans l'avenir; ils sont d'avis que les pays en développement de quelque 500 millions d'habitants pourront, avant 20 ans, être à juste titre considérés comme des pays "développés" et que nombre d'autres évolueront dans le même sens. Que nous acceptions ou non cette catégorisation, la communauté internationale devrait tirer une certaine satisfaction de ces tendances.

Les succès réalisés par ces pays ne devraient toutefois pas nous mener à l'autosatisfaction vis-à-vis du processus de développement. La pauvreté et la misère se maintiennent à des niveaux intolérables dans notre "village planétaire", et elles doivent servir de point de convergence pour une action concentrée et concertée. Il faut aider les pays à taux de croissance plus faible à se rattraper. Des questions aussi importantes que les ressources financières, le développement alimentaire et agricole, l'industrialisation, l'énergie, la commercialisation, le transport et le transfert de technologie ne sont pas encore réglées, notamment dans les pays les plus démunis. Mais les succès obtenus prouvent sans équivoque, il nous semble, que le système international évolue et peut accepter le changement en dépit de ses lacunes. Nombre des questions qui seront traitées lors de la Conférence découlent en fait de cette réussite. Nous devrions tirer encouragement du fait que, dans ces cas, nous ne sommes pas en présence de problèmes de stagnation, mais plutôt d'ajustements nécessités par un processus dynamique de changement et par une restructuration fondamentale de l'économie internationale.

En bref, nous ne devons pas avoir comme objectif premier, à mon avis, de chercher vainement à renverser le cours de l'histoire et de nous accrocher futilement à des privilèges ou à des avantages; nous devons plutôt chercher dans un esprit positif les façons de collaborer plus étroitement à notre avancement mutuel. Ce que l'un d'entre nous gagne n'est pas une perte pour l'autre. Nous devrions tous nous considérer comme membres d'une grande famille de nations interdépendantes ayant chacune de